

# Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

C'est la publicité qui fait vendre!

Pour vendre une marchandise il faut la montrer à l'acheteur... On peut-on mieux la lui présenter que dans la presse?

**BUREAUX**  
 ROUBAIX. - 69-71, Grande-Rue. Tél. 227.53, 227.12 et 227.24.  
 TOURCOING. - 22, rue Carnot. Tél. 37.  
 LILLE. - 2, rue Faidherbe. Tél. 530.21.  
 PARIS. - 28, boulevard Poissonnière. Tél. Provence. 77.54.  
 MOUScron. - 105, rue de la Station. Tél. 3.44.

**ANCIENS DIRECTEURS:**  
 Jean Reboux  
 Alfred Reboux  
 Madame Alfred Reboux

## Justice pour la famille

# LA MÈRE AU FOYER

### UNE CAMPAGNE DE L'UNION FÉMININE CIVIQUE ET SOCIALE

« Justice pour la famille ou la France est perdue », disait l'écrivain S.O.S. lancé de notre bord le 24 octobre dernier. Et parmi les « grèves sauveurs » destinées à rendre justice à la famille, était noté le relèvement massif des allocations familiales, majorées pour la présence de la mère au foyer.

Le problème de cette présence de la mère au foyer se trouve, en effet, au cœur de la question familiale.

C'est lui qu'il faut résoudre d'urgence. C'est à quoi s'attache actuellement un admirable groupement de femmes françaises et chrétiennes: « l'Union féminine civique et sociale », groupement d'action constructive, préconisant des solutions aux grands problèmes du présent et adaptées à notre temps.

Cette union veut bien nous adresser, à ce sujet, quelques notes d'études que nous sommes heureux d'accueillir dans nos colonnes et qui recevront, pensons-nous, la meilleure audience de nos lecteurs.

La mère à l'usine, c'est l'âme exilée du foyer

Les statistiques accusent avec brutalité que plus d'un tiers de la main-d'œuvre française est constituée par des femmes. Dans le textile notamment, les ouvrières représentent 55 % des effectifs. Parmi elles, plus d'un tiers sont mariées.

Les chiffres ont leur éloquence, à condition qu'on sache les lire, qu'on pénètre jusqu'à l'âme intérieure qu'ils recèlent. Une brève enquête révélerait, dans le cas présent, que le travail de l'épouse et de la mère consomme la désagrégation de la famille ouvrière.

Ce travail est d'abord un surmenage. Aux quarante heures d'usine, l'épouse ajoute les quarante heures du ménage. La fatigue nerveuse qui s'ensuit aboutit à une usure prématurée. Les enquêtes

## Trois milliards de francs ont été rapatriés des États-Unis en France

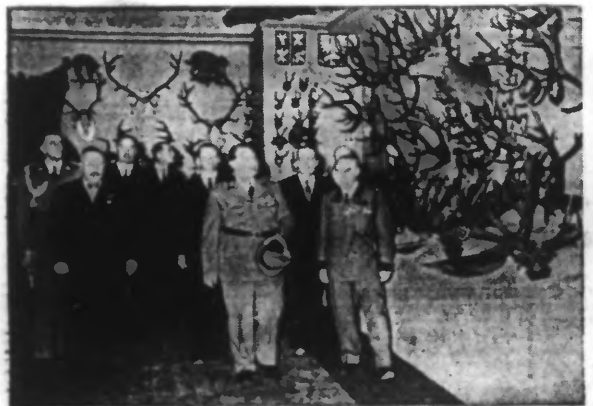
New-York, 4 novembre. — Le rapatriement des capitaux français se fait sentir journellement dans certaines banques new-yorkaises. On estime déjà, à plus de trois milliards de francs les fonds rapatriés des États-Unis en France.

Loth de s'inquiéter de cet exode, M. Morgenthau, ministre des Finances, a vu un mouvement très sain et a tenu à faire connaître sa satisfaction à MM. Chautemps et Bonnet.

Il est possible que certains retraités soient dus à des rumeurs qui circulent à l'étranger suivant lesquelles le gouvernement américain dévaluerait de nouveau le dollar pour stimuler les affaires. Aucune créance n'est apportée à pareilles rumeurs, qui paraissent, ici, des plus fantaisistes.

La situation économique est toujours déprimée. Les cours des matières premières continuent de baisser, mais la baisse est plus modérée et plus lente que ces dernières semaines. Cela donne à penser à certains que l'arrêt du mouvement de baisse ne devrait plus être éloigné.

## GRAND VENEUR DU REICH...

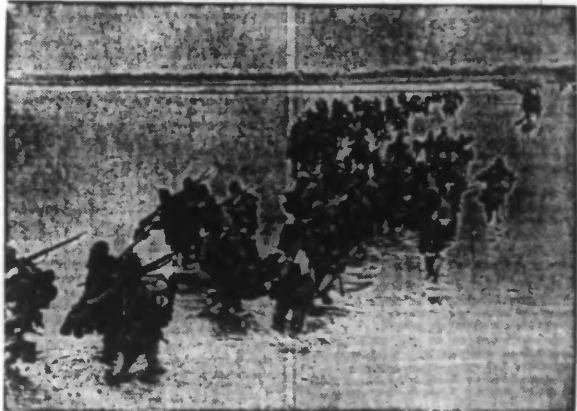


Le général GÖRING (au centre) se promène au milieu des trophées de chasse pendant l'Exposition internationale cynétique de Berlin

## Le conflit sino-japonais

# LA CONFÉRENCE DE BRUXELLES VA NOMMER UN COMITÉ RESTREINT

### qui entrera en relation avec les Japonais et offrira sa médiation aux deux parties



UNE COLONNE D'INFANTERIE JAPONAISE TRAVERSE À QUÉ LA RIVIÈRE L'ANCHO DANS LE CHANSI (Ph. Franco-Press.)

Bruxelles, 4 novembre. — Ouverte à 11 h. dans le cabinet de M. Spaak, au ministère des Affaires étrangères, la conférence restreinte, qui groupait les représentants des États signataires du traité de Washington, hormis la Chine, et les délégués de l'U.R.S.S., s'est terminée vers 12 h. 30.

Une deuxième réunion a eu lieu à 14 h. 30.

M. Norman Davis, appuyé par M. Eden, a proposé qu'un sous-comité fût constitué qui serait chargé d'étudier la réponse japonaise à l'invitation qui lui a été faite d'assister à la conférence et d'adresser à Tokio un appel à l'apaisement.

M. Aldrovandi, délégué italien, sans s'opposer à l'adoption de la suggestion américaine, est revenu toutefois sur la thèse qu'il avait soutenue mercredi en séance publique à savoir que seul un résultat serait obtenu en laissant les deux parties en contact direct.

Le représentant des États-Unis s'est opposé à cette façon de voir en faisant ressortir d'une part, les intérêts des puissances en Extrême-Orient, d'autre part, le fait que la conférence avait été réunie afin de rétablir la paix à laquelle tous les États sont intéressés.

M. Yvon Delbos a apporté alors son soutien aux interventions des délégués anglais et américains en ajoutant la proposition que le comité fût chargé d'offrir ses bons offices aux deux parties en conflit.

M. Spaak a mis alors aux voix les suggestions présentées qui ont été adoptées sans opposition.

À 15 h. 15, la séance a été suspendue pour permettre aux délégués d'assister à la réception offerte par le roi Léopold.

La séance devait être reprise à 18 h. mais elle a été ajournée à vendredi.

Cela s'explique, en partie tout au moins, par les difficultés rencontrées pour la composition du comité qui sera chargé d'entrer en contact avec les Japonais et d'offrir ses bons offices aux deux parties.

(Lire la suite page 2.)

## L'EXAMEN DU BUDGET PAR LA COMMISSION DES FINANCES DE LA CHAMBRE

Paris, 4 novembre. — La commission des finances de la Chambre qui avait entendu hier M. Georges Bonnet, a poursuivi jeudi après-midi, son étude des budgets particuliers et examine celui de l'enseignement technique, rapporté par M. Maurice Pétache.

Il ne devait pas y avoir de débat à la suite des déclarations du ministre des Finances; mais une importante discussion s'est engagée à l'improvise à propos des estimations de crédits de matériel.

D'après les premières indications recueillies dans les couloirs plusieurs membres de la commission ont soutenu que, pour de nombreux départements ministériels, ces estimations étaient insuffisantes et ont évalué à 6 milliards le montant global des crédits qui seraient à réviser alors que M. Georges Bonnet avait parlé de 1.800 millions.

Les députés socialistes ayant insisté pour que les ministres fussent entendus à tour de rôle, M. Georges Mandel a été écarté avec force contre cette procédure qui, a-t-il dit, pourrait avoir pour conséquence d'opposer M. Georges Bonnet à plusieurs de ses collègues.

Il a suggéré alors que la commission entendît plutôt le président du Conseil, responsable devant le Parlement, sur la politique financière du gouvernement et l'équilibre budgétaire. Cette suggestion a été approuvée. L'audition de M. Camille Chautemps aura lieu dans les premiers jours de la semaine prochaine.

Il a été convenu ensuite que c'est seulement dans des cas exceptionnels que les ministres seraient convoqués.

## La réception de l'amiral Lacaze à l'Académie française a revêtu un caractère d'hommage à la Marine

Paris, 4 novembre. — L'amiral Lacaze, élu à l'Académie française, à la place laissée vacante par le décès de M. Cambon, y est venu prendre séance jeudi.

Les premiers mots de son discours de réception ont été pour reporter sur la marine tout entière, l'honneur qui lui était fait. Puis il a rappelé le rôle de la marine pendant la guerre, son esprit de sacrifice et de dévouement à la patrie.

« C'est, a-t-il dit notamment, dans cet esprit que, leur vitallement termi-

né, les patrouilleurs regagnaient la haute mer, pour que, incessamment, les millions de tonnes impatiemment attendues par le pays et ses armées arrivassent à l'heure dite: le blé, le drap, l'acier, le cuivre, le plomb, le charbon, que sais-je encore? »

Combien parmi ceux qui m'écoutaient aujourd'hui, parmi bien des chefs mêmes de nos armées, ont pu savoir qu'on attendait ainsi, chaque mois, plus de quatre millions de tonnes pour satisfaire à ces besoins deux millions de tonnes de charbon pour le fonctionnement des usines de guerre, et qu'il nous fallait, nuit et jour, depuis le plus humble matelot jusqu'au chef le plus élevé, faire face aux plus graves difficultés, aux périls sans cesse renaissantes, pour remplir ce devoir dont dépendait le salut du pays? »

L'amiral a ensuite évoqué la vie et la carrière de son prédécesseur Jules Cambon.

Puis M. Gabriel Hanotaux, reprenant au nom de la Compagnie, a retracé la carrière du récipiendaire et son activité privée dans le domaine de la charité.

Le récipiendaire n'avait pas revêtu l'habit vert, mais la grande tenue d'amiral, le grand cordon de la Légion d'honneur en sautoir.

Ses deux parrains étaient M. Joseph Bédier et le maréchal Fétain qui, lui aussi, avait préféré l'uniforme militaire à l'habit d'académicien.

René ROUSSEAU.

## Rossi s'attaquera aujourd'hui aux records de vitesse en charge sur le parcours Istres-Chaumont-Istres

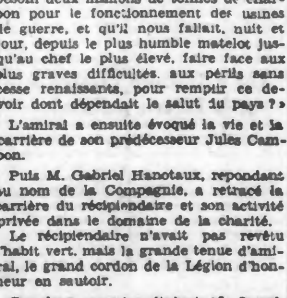
Istres, 4 novembre. — Les prévisions météorologiques étant plus favorables, le capitaine Rossi compte prendre vendredi matin le départ pour s'attaquer aux records de vitesse en charge sur le parcours Istres-Chaumont-Istres.

## Une nouvelle augmentation des tarifs de chemin de fer

Le déficit des chemins de fer sera en 1938 de 3 milliards 1/2.

Mais ce déficit fait état d'une nouvelle augmentation des tarifs, qui serait de 25 %, et serait appliquée dès le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

## Une future étoile de la glace



La jeune SYBIL DE ZUYLEN, 8 ans, fille de l'ancien président de l'Automobile-Club de France, a gagné, à Paris, un concours de patinage pour jeunes gens n'ayant jamais pris part à une compétition (Ph. Koyonca.)

## BILLET PARISIEN Les avances de l'Angleterre aux nationalistes espagnols

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 4 NOVEMBRE (Minuit).

La décision du gouvernement britannique de nommer un agent général auprès de la junte de Burgos est un événement d'une portée considérable et qui pourrait même influencer très rapidement sur le cours des affaires européennes.

C'est bien ainsi, d'ailleurs, que la Bourse l'a interprétée. Malgré les indications défavorables qui lui parvenaient de New-York, où une forte baisse s'était produite mercredi à Wall Street, elle a accusé jeudi une sensible plus-value des valeurs françaises et des fonds d'Etat.

Ce redressement s'explique par l'impression optimiste que ne manque jamais de produire toute perspective d'entente des peuples d'Europe sur le théâtre espagnol.

Or, les intentions britanniques ont été particulièrement définies dans le discours prononcé lundi dernier aux Communes par M. Eden. Le chef du Foreign Office a déclaré en effet que la victoire définitive du général Franco ne transformerait pas forcément l'Espagne en ennemie de l'Angleterre, et que ce seront des Espagnols et non des étrangers, quels qu'ils soient, qui gouverneront l'Espagne de demain.

On ne doute plus aujourd'hui, à la lumière des négociations engagées entre Londres et Burgos, que M. Eden a porté ce jugement en pleine connaissance de cause. La Grande-Bretagne a reçu des nationalistes espagnols certaines assurances qui ont précédé et peut-être conditionné la nomination d'un agent général.

Le gouvernement anglais a pris bien soin de préciser que cette mesure n'implique aucun changement dans la politique de non-intervention. Elle ne modifie pas notamment les conditions posées à l'octroi de la belligérance au général Franco.

Il n'empêche que la nomination après de ce dernier d'un agent général d'un gouvernement britannique, établit un premier contact avec l'Espagne nationaliste.

Devant le succès imminent de la cause franquiste dans la péninsule, l'Angleterre ne veut pas être la dernière à prendre son parti des événements.

La France, de son côté, ne devrait-elle pas déclarer, au nom même de la non-intervention, qu'elle traitera en amie l'Espagne de demain?

René ROUSSEAU.

## LE CONSEIL NATIONAL DU PARTI SOCIALISTE VA SE RÉUNIR

MM. Léon Blum et Paul Faure s'y emploieront au maintien du Front populaire

Paris, 4 novembre. — Le Conseil national du Parti socialiste S.F.I.O. se tiendra à Paris dans les locaux de la Fédération postale, les 6 et 7 novembre.

Les délibérations de cet organisme porteront principalement sur le problème de la collaboration socialiste au gouvernement de Front populaire à direction radicale avec ou sans « avenant » au programme commun.

Faisant au Conseil national un effort comparable, dit-on dans les milieux officiels, à celui qu'ont effectué MM. Chautemps, Daladier et Herriot au Congrès radical, MM. Blum et Paul Faure s'emploieront à convaincre tous les militants de leur parti de la nécessité de maintenir le Front populaire.

M. Paul Faure, avec l'appui de la majorité de la Commission administrative du parti et celui des grosses fédérations, présentera aux suffrages des membres du Conseil une déclaration en faveur du maintien de la collaboration socialiste au gouvernement à direction radicale, mais demandant que le parti socialiste prenne contact avec les autres partis du Rassemblement populaire pour discuter de la question d'une éventuelle extension du programme primitif.

M. Zyromski présentera un texte préconisant la constitution d'un vrai gouvernement de Front populaire auquel devraient collaborer les communistes et la C.G.T.

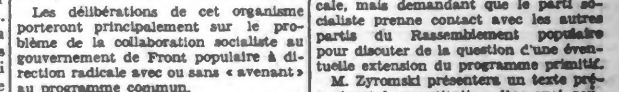
Enfin, M. Marceau Pivert présentera une motion demandant la mise en œuvre d'un programme social hardi et le retrait du Cabinet des ministres socialistes si le Parti radical ne donne pas son adhésion à ce programme.

La motion de M. Paul Faure a, croit-on, toutes chances de l'emporter.

## LE ROI DE GRÈCE A ÉTÉ REÇU A L'ÉLYSÉE

Paris, 4 novembre. — Jeudi matin, venant de Rome, le roi de Grèce, qui voyage incognito est arrivé à Paris. Il a été reçu à l'Élysée par M. Albert Lebrun, qui a offert, en son honneur, un déjeuner, auquel assistaient MM. Chautemps, Campinchi, Cot, plusieurs ministres et des personnalités diplomatiques grecques et françaises.

Le roi de Grèce passe en revue la garde de l'Élysée



Le roi de Grèce passe en revue la garde de l'Élysée (Ph. N.Y.T.)

Paris, 4 novembre. — Jeudi matin, venant de Rome, le roi de Grèce, qui voyage incognito est arrivé à Paris. Il a été reçu à l'Élysée par M. Albert Lebrun, qui a offert, en son honneur, un déjeuner, auquel assistaient MM. Chautemps, Campinchi, Cot, plusieurs ministres et des personnalités diplomatiques grecques et françaises.

Le roi de Grèce passe en revue la garde de l'Élysée

## LA GUERRE D'ESPAGNE ET SES RÉPÉRCUSSIONS

# Le comité de non-intervention a adopté la résolution qui sera soumise aux deux parties

Le président a soumis le texte à l'assemblée: le président se mettra en rapport avec les deux parties espagnoles et leur soumettra le texte de la résolution relative au contenté, au retrait des volontaires et à la belligérance et leur fera part des réserves faites au sujet de la belligérance.

Le texte est basé sur le projet britannique du 14 juillet.

M. C. Corbin a fait, au nom du gouvernement français, une déclaration où il a dit notamment:

« Il est essentiel, pour que le pacte de non-intervention puisse être appliqué et donner les résultats qui en sont attendus pour la sauvegarde de la paix générale, que le malheureux conflit qui déchire l'Espagne soit dégagé de toute ingérence étrangère, quelle qu'en soit l'origine.

« Aussi longtemps que des combattants étrangers, en nombre considérable, continueront d'apporter leur appui aux deux parties, nous pouvons nous attendre à voir subsister le risque de troubles internationaux redoutables.

« C'est le retrait des volontaires qui pourra seul permettre à un moment donné, de reconnaître aux deux parties la faculté d'exercer certains droits de belligérance dans les termes indiqués par le plan britannique.

« Mon gouvernement a été le premier à réclamer l'organisation d'un contrôle international pour veiller à la stricte application des accords. C'est à regret qu'il a vu se désagréger le système de 3 mars et qu'il a été amené, pour rétablir un équilibre qui était la base même de l'accord de non-intervention, à un-